

jet d'un plébiscite, quel que soit le premier ministre

(Signé): GEO. GORDON.

La seconde promesse était couchée en ces termes:

Providence-Bay (Ontario),
8 septembre 1911.

Monsieur Charles McCrea, Sudbury.

Cher monsieur,—Je suis opposé au traité de réciprocité. Je suis aussi opposé à la politique navale du gouvernement libéral. J'appuierai la demande d'abrogation et un plébiscite sur la question navale, quel que soit le premier ministre.

(Signé): W. R. SMYTH.

Avant d'aller plus loin, il importe de faire observer que ces deux promesses, quoique datées d'endroits séparés par plus de 200 milles de distance, portent la même date et sont adressées à la même personne, M. Charles McCrea, de Sudbury. On a déclaré en public, sans que l'assertion ait été victorieusement réfutée, que ces deux promesses ont été imposées par M. Henri Bourassa, le chef du parti nationaliste. De plus, la Chambre se rappelle que celui à qui ces deux écrits étaient adressés, chose assez étrange, est un conservateur influent de Sudbury; de fait, si mes renseignements sont exacts, il était alors secrétaire de l'association conservatrice du district de Nipissing. Il était aussi président du bureau provincial des commissaires de licences et ami très intime du ministre des Chemins de fer et des Canaux (M. Cochrane), le représentant actuel de ce district électoral. De plus, il était candidat conservateur et il a été subéquemment élu à la législature provinciale d'Ontario.

En publiant ces promesses, le "Devoir" se servait de ce langage significatif:

Nous soumettons aujourd'hui aux lecteurs du "Devoir" et au public de la province de Québec deux documents qui devront faire ouvrir les yeux à un certain nombre de braves gens trompés par les orateurs et les journaux du ministère. Combien de fois n'ont-ils pas déclaré qu'il serait impossible de faire abroger la loi navale parce que les provinces anglaises s'opposeraient en bloc à son abrogation. Fort bien. Voici deux candidats de langue anglaise d'Ontario qui suivent la même ligne de conduite que MM. Davidson et Pickell dans notre province, qui se prononcent contre la loi navale et pour une consultation populaire, quel que soit le premier ministre.

Quelques significatives qu'étaient ces promesses, un autre événement qui s'est déroulé vers la même époque était plus significatif encore. A Sudbury, le 18 septembre 1911, eut lieu une grande assemblée publique à laquelle M. Bourassa, le rédacteur en chef du "Devoir", fut le principal orateur. Afin de ne pas imposer à la Chambre la lecture de trop nombreux extraits, je ne citerai que quelques passages du compte rendu de cette réunion publié dans le

M. MURPHY.

"Globe" de Toronto, édition du 19 septembre 1911. Les voici:

(Dépêche particulière au "Globe").

Sudbury, 18 septembre.—Le parti conservateur a franchi le Rubicon. L'alliance de Borden et de Bourassa s'est transformée d'une communauté d'intérêt en un pacte reconnu. On ne s'est pas fait de scrupule. Depuis l'arrivée du chef nationaliste ce matin, alors que le président de l'association conservatrice de Sudbury, R. R. McKessock, C.-R., a demandé "trois hurrahs pour Bourassa et Borden", mettant le puissant associé en tête, jusqu'aux dernières acclamations "en l'honneur de nos deux chefs", qui servirent de contre-partie à la demande d'applaudissements pour sir Wilfrid Laurier à la fin de la grande assemblée, le caractère bien tranché de l'alliance fut accentué.

Le chef nationaliste fut l'objet d'une réception préparée d'avance. Il était accompagné de MM. Henri Morel, député conservateur de Nipissing-est à la législature provinciale, et A. A. Aubin, député conservateur de Nipissing-ouest à la même législature. Il fut reçu à la gare par le candidat fédéral, M. Gordon, par le président McKessock et par les directeurs de l'association et il fut conduit à la demeure de M. W. J. Bell, un ami et un partisan de l'honorable Frank Cochrane, pour y prendre le lunch.

M. Irwin Hillard, C.-R., de Morrisburg, a ouvert l'assemblée en prétendant exprimer l'opinion de sir James Whitney dans la déclaration que "les conservateurs de langue anglaise de Toronto manifesteraient au bureau de vote leur mécontentement des calomnies du "Globe" à l'adresse de M. Bourassa".

M. George Gordon, le candidat conservateur, a dit aux gens: "Je souhaite la bienvenue à M. Bourassa du fond de mon cœur. Lui et moi, nous nous donnons la main pour combattre la politique navale insensée de Laurier. Comme votre représentant, je lui livre les clefs de tout le district septentrional d'Ontario".

Enfin, M. Bourassa, lui-même affirma aux gens que l'opposition avait modifié sa politique navale pour la mettre d'accord avec l'attitude de M. Monk, en permettant une consultation des électeurs et que, par conséquent, il donnait son concours à la cause de l'opposition.

Qu'il me soit permis de dire, entre parenthèse, que l'allusion que M. Bourassa a faite dans ce discours au remaniement de la politique de celui qui était alors le chef de l'opposition doit être attribuée au fait que, la veille, le premier ministre actuel avait publié son deuxième manifeste électoral, et que dans ce manifeste il prenait une nouvelle attitude relativement à la question navale, attitude que le "Star" de Montréal, le chef de son groupe d'agités, appelait splendide comme négation, mais qui, au dire de M. Bourassa, était complètement d'accord avec la politique de M. Monk en faveur d'une consultation des électeurs—et c'est pour cette raison qu'il l'appuyait. Toutes les promesses d'un plébiscite faites avant l'élection ont été répétées après l'élection. Elles ont été répétées avec une énergie particulière dans les comtés de Jacques-Cartier et de Québec,